

Les promesses non tenues sur le pacte budgétaire européen

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous l'intitulé de « Pacte budgétaire ». Il s'était pourtant engagé à le renégocier !

ÉCONOMIQUEMENT ABSURDE

En imposant l'obligation d'équilibre budgétaire permanent, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Dans le contexte actuel, couper dans les dépenses publiques ne fera qu'accroître la récession, aggraver le chômage et les déficits. En plus de cela, le Pacte budgétaire prive la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.



SOCIALEMENT INSUPPORTABLE

Les «programmes d'ajustement structurel» aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, accroissent les inégalités et touchent les populations les plus précaires - femmes, jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté.

IL MENACE LA DÉMOCRATIE

Le Pacte budgétaire prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. Il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux, niant ainsi la souveraineté populaire. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.



A l'appel d'organisations associatives, syndicales et politiques,

Manifestation unitaire contre le pacte budgétaire

dimanche 30 septembre
13h30 place de la Nation

WWW.STOPAUSTERITE.ORG